



HAL
open science

Revue italiennes : Stato e Mercato n° 1, n° 2, n° 3, 1999 ; Rivista Italiana di Scienza Politica n° 1, n° 2, n°3, 1999 ; Polis n° 1, n° 2, n° 3, 1999..

Emmanuel Négrier

► **To cite this version:**

Emmanuel Négrier. Revue italiennes : Stato e Mercato n° 1, n° 2, n° 3, 1999 ; Rivista Italiana di Scienza Politica n° 1, n° 2, n°3, 1999 ; Polis n° 1, n° 2, n° 3, 1999... Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2000, pp.131-135. hal-02551034

HAL Id: hal-02551034

<https://hal.science/hal-02551034>

Submitted on 22 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Revue italiennes : *Stato e Mercato* n° 1, n° 2, n° 3, 1999; *Rivista Italiana di Scienza Politica* n° 1, n° 2, n° 3, 1999; *Polis* n° 1, n° 2, n° 3, 1999.

Mr Emmanuel Négrier

Citer ce document / Cite this document :

Négrier Emmanuel. Revues italiennes : *Stato e Mercato* n° 1, n° 2, n° 3, 1999; *Rivista Italiana di Scienza Politica* n° 1, n° 2, n° 3, 1999; *Polis* n° 1, n° 2, n° 3, 1999.. In: Pôle Sud, n°12, 2000. Partenariats contre l'exclusion. pp. 131-135;

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2000_num_12_1_1078

Fichier pdf généré le 27/05/2019

Revue des revues

Stato e Mercato, 1, 2 et 3, 1999
Rivista Italiana di Scienza Politica, 1, 2 et 3, 1999
Polis, 1, 2 et 3, 1999

Les revues italiennes de 1999 s'inscrivent largement dans les débats en cours sur les politiques publiques comparées. Marino Regini ("L'Europa fra deregolazione e patti sociali", *S & M*, n° 1) rend compte d'une recherche comparée menée sur dix pays à propos de trois enjeux d'action publique: la régulation du marché du travail, les négociations sur les revenus et la sécurité sociale. Alors que les mêmes pressions semblent s'exercer à l'heure de la globalisation, Regini démontre que les chemins empruntés diffèrent en fonction de trois éléments distinctifs: les relations de pouvoir tissées dans chaque champ, la capacité d'apprentissage institutionnel, la position de chaque pays dans le processus de convergence monétaire. Du coup, alors que les objectifs globaux convergent (la recherche d'un point de stabilité entre les "nécessités" de la dérégulation et celles de la concertation sociale), les recettes mises en œuvre demeurent divergentes: décentralisation contre coordination; flexibilité sélective ou généralisée; coopération poussée ou action unilatérale... Faut-il néanmoins voir dans cette pluralité de recettes une tendance secondairement convergente? Rhodes appuie cette idée autour de l'identification d'un modèle "intermédiaire" proche des systèmes allemand ou néerlandais, dans le droit fil des analyses néo-institutionnelles de la convergence. Marino Regini indique pourtant, paradoxe intéressant, que les modèles réputés être les plus proches de la "moyenne" sont en même temps ceux qui sont traversés par les plus profondes remises en cause, incertitudes et ambiguïtés.

Peter Lange et Lyle Scruggs, dans la même livraison, renforcent cette idée d'une dialectique de la convergence des problèmes et de la diversité structurelles des recettes institutionnelles, à travers cette fois une étude des effets de la globalisation sur le syndicalisme dans seize pays développés entre 1960 et 1989.

Les changements qui affectent les politiques de transport, étudiées par Mauro Tebaldi (*RISP*, n° 1), mettent en évidence l'importance du fac-

teur institutionnel, non plus en termes de viscosité institutionnelle (les points de veto qui interdisent une réforme sans certaines dispositions contraignantes, et la fameuse *path dependence*, ou contrainte institutionnelle liée aux voies précédemment suivies par les politiques dans un secteur), mais en termes de plus ou moins grand degré d'institutionnalisation de ces politiques. Tebaldi montre, en s'appuyant sur cinq pays, que la tendance à la libéralisation des politiques de transport collectif est convergente. Mais cette tendance n'est réellement traduite dans les faits (changement effectif et non seulement discursif) que lorsque l'institutionnalisation de ces politiques, sur le long terme, est elle-même avérée: haut degré de spécialisation fonctionnelle, cohésion du groupe dominant en termes d'expertise et d'influence politique, sélectivité forte à l'entrée dans le réseau de politique publique. Au contraire, lorsque cette institutionnalisation est basse, comme en Italie, il demeure une contradiction entre affichage libéral et inertie pratique du modèle antérieur.

Dans la continuité de ses réflexions sur les aspects sociologiques de la convergence des politiques publiques, Claudio Radaelli (*RISP*, n° 3) s'intéresse au paradoxe qui affecte l'analyse de l'expertise européenne. La littérature sur les politiques européennes fait grand cas du rôle des idées, de la connaissance dans la constitution de communautés épistémiques européennes, et en même temps dénonce les surenchères technocratiques auxquelles cette expertise conduit. En adoptant un autre regard sur ces deux phénomènes, Radaelli observe que la politisation croissante des politiques européennes constitue un contrepoids nécessaire au rôle que joue l'expertise, rôle non propre à l'Europe, mais particulièrement importante à ce niveau au vu de la nature régulatrice des politiques qui lui sont confiées.

Geoffrey Garrett (*S & M*, n° 1), en s'interrogeant sur le destin de l'autonomie nationale dans le contexte de globalisation, montre que les

conduites opportunistes du marché libre (la délocalisation des firmes vers les systèmes les plus financièrement favorables) sont massivement démentie par le (relativement) faible nombre de délocalisations effectives et par le fait que les niveaux parfois élevés de prélèvements fiscaux continuent d'être jugés à l'aune des biens collectifs générés (services sociaux, capital humain et physique,...) par un marché qui, ne pouvant les produire lui-même sur une base satisfaisante, est prêt à en payer le prix public.

Dans ce droit fil, quoique sur une autre question de départ (la dérégulation crée-t-elle des emplois ?), Gosta Esping-Andersen (*S & M*, n° 2) fait le constat suivant : l'équation libérale est largement improbable et démentie empiriquement. D'une part, les présupposées rigidités des marchés de l'emploi ne fonctionnent que très sélectivement comme contraintes à l'emploi contemporain. Ensuite, les taux de croissance de l'emploi des années 1980 des pays à la pointe du libéralisme sont partout inférieurs à ceux constatés dans les années "égalitaristes" des sixties. Enfin, Gosta Esping-Andersen fait prévaloir, comme explication des différentes voies d'adaptation à la dérégulation ambiante, l'impact de ses modèles idéal-typiques de *welfare-state* (voir l'article de Claude Martin dans ce numéro) : les modèles conservateur, libéral, social-démocrate et méditerranéen se comportent structurellement différemment, parce qu'ils illustrent un rapport État-marché-société lui-même très contrasté. On notera que l'auteur a ajouté un quatrième modèle (le méditerranéen) à une typologie d'abord limitée aux trois premiers, suite aux critiques formulées quant aux impasses empiriques de son analyse en Europe du Sud. Cet enrichissement du modèle n'est pas toujours suivi. Ainsi, Paul Pierson, dans une analyse de l'"État social à l'ère de l'austérité permanente" (*RISP*, n° 3), considère le triptyque initial comme suffisant à expliquer les convergences et divergences qui affectent trois grandes dimensions de la restructuration des États-providence : la marchandisation, la rationalisation budgétaire et la modernisation.

De ce rapport entre État, société et marché, il est assez largement question dans le numéro 3 de *Stato e Mercato*, dans une discussion ouverte

autour de la notion de capital social. Arnaldo Bagnasco, réfutant l'acception culturaliste d'un Fukuyama ou d'un Putnam, précise que cette notion, récemment apparue dans la sociologie comparée, peut être utile à une condition ; celle de se dégager des fondements implicites, nord-américains, de la théorie du capital social : le néo-fonctionnalisme et l'interactionnisme. De fait, alors que ces modèles prétendent à l'explication universelle, ils butent sur des obstacles empiriques considérables en Europe. L'une des explications conventionnelles fournies par Bagnasco est liée au fait que la politique n'y entretient pas les mêmes rapports (intensité, influence,...) avec l'économie. Mais, plus généralement, l'utilisation abusive de la notion dans l'économie politique comparée, selon Bagnasco, tient au fait qu'il s'agit en l'espèce d'un capital social sans société, comme désincarné. Selon lui, l'intérêt réel de cette notion suppose au contraire de réintroduire la société dans les relations entre économie et politique.

Toujours dans le registre des précautions d'emploi de la notion de capital social, on lira avec intérêt la "note pour une théorie du capital social" d'Alessandro Pizzorno (*S & M*, n° 3). Le capital social est formé d'une catégorie spécifique de relations sociales, où se développe l'identification mutuelle et durable des participants, des formes de réciprocité et de confiance. Au-delà des conceptions dues à Coleman, Bourdieu ou Portes, Pizzorno distingue deux formes de capital social en fonction de leur fondement opérationnel. La solidarité fonde un capital social lié au fait qu'un collectif est en mesure d'assurer qu'aucun de ses membres ne fera défection dans sa relation aux autres. La réciprocité fonde un capital social où l'intervention de ce collectif "cohésif" n'est pas nécessaire. La motivation de la relation n'est cependant pas nécessairement liée (contrairement aux tenants du *choix rationnel*) à l'intérêt retiré de la relation. C'est autour de la notion de reconnaissance mutuelle que Pizzorno fonde sa propre théorie du capital social. On lira dans la même veine la contribution de Fortunata Piselli ("Capitale Sociale: un concetto situazionale e dinamico") et celle de Carlo Trigilia ("Capitale Sociale e sviluppo locale"). Ce dernier se positionne contre

une certaine tendance à associer capital social et valeurs partagées. Pour lui, la notion ne décrit que des réseaux de relations sociales, plus qu'une quelconque culture coopérative. Cette acception plus "matérialiste" du capital social permet selon lui d'envisager tout à la fois les aspects les plus célébrés (en termes de développement local) comme les plus critiquables (rentes de situation, criminalisation de l'économie,...). Au fond, il rejoint Bagnasco sur un point : le rôle fondamental que jouent les facteurs politiques dans la "valorisation" de ce capital social dans les perspectives de développement territorial. Quant aux aspects les plus critiqués du développement territorial italien (le clientélisme sudiste), ils font l'objet d'un article majeur de Simona Piattoni ("Politica Locale e sviluppo economico nel Mezzogiorno", *S & M*, n° 1). Celle-ci rend compte ici d'un travail de longue haleine consacré aux différences de style clientéliste dans un Mezzogiorno souvent encore considéré en bloc. Comment expliquer que des systèmes clientélistes avérés parviennent à produire les biens collectifs nécessaires au développement économique ? Comment expliquer ensuite que des patrons renoncent aux avantages immédiats que procurent des échanges sélectifs avec leurs clients, pour fournir des biens également accessibles aux non-clients ? Autour de la figure de Remo Gaspari, patron démocrate-chrétien incontesté des Abruzzes, Piattoni démontre le poids de la politique locale (leadership, représentation, réputation, réseaux intra et inter-partisans) pour expliquer le paradoxe apparent de cercles "vertueux" du clientélisme. Que l'ensemble des pratiques liées à un patron se soient, dans les années 1990, assez largement reportées sur une Région gouvernée au centre-gauche montre assez bien l'institutionnalisation d'une fonction régulatrice d'abord fondée sur un échange politique personnalisé.

Dans un tout autre domaine des sciences politiques italiennes, *Forza Italia* mobilise l'attention de deux chercheurs, sur deux aspects complémentaires du parti de Silvio Berlusconi. Le premier, signé Alessandro Tonarelli (*RISP*, n° 1), fait le bilan d'une recherche menée sur un échantillon d'élus locaux et régionaux de *Forza Italia*. Deux aspects distincts sont analysés. Le

modèle de recrutement des candidats du parti montre tout d'abord que la maîtrise par le parti de la sélection de ses représentants locaux n'est pas exclusive, de telle sorte que des groupes d'intérêt, des associations ou réseaux sociaux peuvent proposer, par-le-bas, leurs candidats sous cette bannière. À côté de ce processus, qui montre une velléité d'ouverture de type *catch all* vers de nouveaux secteurs sociaux, traditionnellement peu pourvoyeurs d'éligibles (petits commerçants, artisans, employés), *Forza Italia* comporte un nombre non négligeable d'ancien politiciens professionnels de la "Première République", qui avaient généralement des fonctions politiques subalternes. Tonarelli montre que l'un des enjeux de ce parti est de produire un "modèle syncrétique", fruit de la fusion de deux filières aussi distinctes. Il montre, au travers d'une étude de l'univers de référence de ces élus, qu'ils adoptent un profil très nettement orienté vers le modèle privé, qu'il s'agisse de leur affiliation à des groupes d'intérêt, leur apprentissage professionnel ou leur hiérarchie de groupes sociaux privilégiés.

Caterina Paolucci, quant à elle (*RISP*, n° 3), s'intéresse à la dynamique locale des élites politiques de *Forza Italia*. Son argument est en gros le suivant : alors que le profil type des élus de ce parti (patrimonialisme, charisme, style entrepreneurial, ...) rend difficile son institutionnalisation au niveau central, l'autonomie des élites locales peut en revanche conduire à une identification politique plus durable par-le-bas. Ces élites périphériques, soigneusement tenues à l'écart de la politique nationale du parti, pourraient bien, à terme, conquérir des positions significatives dans l'appareil central, par le rôle qu'elles jouent dans l'établissement des listes électorales locales. Il faudrait cependant que ces élus locaux soient en mesure de constituer, face à la centrale, un groupe cohérent. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. Quant à *Forza Italia*, au niveau national, elle s'avère pareillement incapable de fournir de manière centralisée et une idéologie cohérente et les représentants aptes à l'incarner. Le résultat en est que l'institutionnalisation du parti est encore loin d'être acquise.

La Lega Nord, qui avait fait tant couler d'encre dans les analyses politiques italiennes, ne

suscite en 1999 qu'un seul article, signé Roberto Biorcio (*RISP*, n° 1). C'est autour du rôle de la Ligue dans la transformation du système politique italien que tourne cette étude. On y trouve un propos relativement convenu de sa contribution à la crise partisane des années 1989-1993, à la transformation des thématiques, des stratégies d'alliance et des enjeux politiques de cette période charnière. Son établissement est étudié sous l'angle organisationnel de ses réseaux, supports de base et stratégies. Son positionnement en troisième pôle lui permet de saisir toute opportunité d'exploiter les revendications populaires (protestations fiscales, des commerçants, ...). La nature du parti est présentée sous l'angle du leadership charismatique : centralité de la direction autour d'un chef incontesté, entouré de fidèles ; rotation importante des représentants locaux ou subalternes afin d'éviter toute cristallisation bureaucratique et collective ; développement d'organisations satellites (associations, syndicats, groupes d'intérêts) dont la dépendance au centre partisan est toutefois bien plus forte que celle que vivent de telles organisations proches des partis traditionnels. Cependant, les efforts d'unification politique et de légitimation d'un projet pour la Padanie éloigne la perspective d'une conquête territorialisée du pouvoir. Biorcio montre que la stratégie alternative est, pour la Ligue, de lutter contre les tendances à la bipolarisation afin de jouer son influence au niveau national. Le paradoxe n'est pas mince...

L'identité italienne vient de faire l'objet d'un travail original sur les lieux de mémoire, dont la dette affichée à l'égard des 7 volumes dirigés par Pierre Nora est avouée. Le travail de Mario Isnenghi (*I luoghi della memoria*, Laterza, Bari en trois volumes parus entre 1996 et 1997) parcourt les symboles, les mythes, les personnages, dates et événements de l'unité italienne. Ce travail fait l'objet d'une analyse critique de Paolo Pombeni et de Mario Caciagli (*Polis*, n° 2), d'où il ressort que l'approche historiographique prend bien souvent le pas sur une analyse sociologique des lieux de mémoire.

La revue *Polis* a consacré, en 1999, la plupart de ses articles à des sujets dits "de société". Roversi et Balestri se sont intéressés à un sujet

fort actuel : les groupes ultras, notamment dans les manifestations sportives (*Polis*, n° 3). Un dossier important est consacré à l'homosexualité face au sida dans la même livraison. Le numéro 2 consacre son dossier à la violence sexuelle, à l'insécurité féminine. Le numéro 1 s'intéresse à la criminalité urbaine et à la prévention. Deux articles sont enfin consacrés au rapport entre religion et politique. Le premier, signé Luigi Ceccarini (*Polis*, n° 1), analyse la communication de l'église catholique tout au long de la transition politique italienne. Il en déduit d'abord que les organes (magazines, leaders paroissiaux) ne prêtent pas la même attention aux partis issus de la Démocratie-Chrétienne (PPI, CDU, CCD) que celle dont bénéficiait l'ex-parti dominant. Ensuite, il ressort de son enquête que l'opinion majoritaire du camp catholique n'est pas à la nostalgie d'un parti catholique réunifié, mais au contraire à une unification "éthique" plus sociétale, fonctionnant comme un réseau coordonné sans référence à une seule formation partisane.

Toujours sur le cas italien, Paolo Segatti signe un article sur "religion et territoire dans le vote DC" entre 1948 et 1992 (*Polis*, n° 1), où il discute les différents facteurs sociologiques (taux de mariage civils) ou territoriaux (division territoriale des votes au Nord, au Sud et dans l'Italie centrale) pour inscrire sur la très longue durée la structure du vote catholique. Dans la même livraison, le quantitativiste José Ramon Montero analyse le rapport entre religion et changement politique en Espagne. Il démontre le progressif déclin du facteur religieux dans le comportement électoral. Celui-ci est dû à deux facteurs : la stratégie explicite et convergente des élites catholiques et politiques pour dépolitiser les enjeux religieux (notamment à travers l'élaboration de la Constitution) ; et l'intensité du processus de sécularisation de la vie sociale espagnole. Son étude des indicateurs de religiosité, croisées avec les différentes consultations électorales, démontre empiriquement le caractère désormais structurel de sécularisation de la vie politique espagnole.

On notera la parution récente des ouvrages italiens suivants :

- Barbano Filippo, *La sociologia in Italia. Storia, temi e problemi (1945-1960)*, Roma, Carocci, 1998.
- Bicchieri Cristina, *Azione collettiva e razionalità individuale*, Milano, Feltrinelli, 1998.
- Biorcio Roberto, *La Padania promessa*, Milano, Il Saggiatore, 1997.
- Bonifazi Corrado, *L'immigrazione straniera in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1998.
- Caffarena Anna, *Governare le onde. Le prospettive della cooperazione internazionale per l'ambiente*, Milano, Franco Angeli, 1998.
- Calise Mauro, *La costituzione silenziosa*, Roma-Bari, Laterza, 1998.
- Controneo Girolamo, *Tra filosofia e politica. Un dialogo con Norberto Bobbio*, Soveria Mannelli, Rubbetino 1998.
- Cotesta Vittorio, *Sociologia dei conflitti etnici. Razzismo, immigrazione e società multiculturale*, Bari, Laterza, 1999.
- De Leonardis Ota, *In un diverso welfare. Sogni e incubi*, Milano, Feltrinelli, 1998.
- Diamanti Ilvo (dir.), *Idee del Nordest. Mappe, rappresentazioni, progetti*, Torino, Edizioni della Fondazione Agnelli, 1999.
- Echaurren Pablo, Salaris Claudia, *Controcultura in Italia 1967-1977*, Torino Bollati Boringhieri, 1999.
- Fauri Francesca, *Istruzione e governo dell'impresa. La formazione dei dirigenti in Gran Bretagna e in Italia (1860-1960)*, Bologna, Il Mulino, 1998.
- Fontana Enrico, Miracle Lorenzo, *Rapporto Ecomafia 98. L'illegalità ambientale in Italia e il ruolo della criminalità organizzata*, Milano, Edizioni Ambiente, 1998.
- Gallino Luciano, *Se tre milioni vi sembrano pochi. Sui modi per combattere la disoccupazione*, Torino, Einaudi, 1999.
- Gangemi Giuseppe, Ricamboni Gianni (dir.), *Le elezioni della transizione. Il sistema politico italiano alla prova del voto 1994-1996*, Torino, UTET, 1997.
- Gargani Giuseppe, Panella Carlo, *In nome dei pubblici ministeri. Dalla Costituente a tangentopoli: storia di legge sbagliate*, Milano, Mondadori, 1998.
- Ginsborg Paul, *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato. (1980-1996)*, Torino, Einaudi, 1998.
- Lewanski Rodolfo, *Governare l'ambiente*, Bologna, Il Mulino, 1997.
- Lumley Robert, *Dal'68 agli anni di piombo. Studenti e operai nella crisi italiana*, Firenze, Giunti, 1998.
- Meldolesi Luca, *Dalla parte del Sud*, Roma, Laterza, 1998.
- Mutti Antonio, *Capitale Sociale e sviluppo. La fiducia come risorsa*, Bologna, Il Mulino, 1998.
- Operto Stefania (dir.), *Votare in città. Riflessioni sulle elezioni amministrative in Italia*, Milano, Franco Angeli, 1999.
- Parsi, Vittorio Emanuele: *Interesse Nazionale e globalizzazione. I regimi democratici nelle trasformazioni del sistema post-westfaliano*, Milano, Jaca Book, 1998, 355 p.
- Partridge Hilary, *Italian Politics Today*, Manchester, Manchester University Press, 1998.
- Pasquino Gianfranco (dir.), *La politica italiana. Dizionario critico (1945-1995)*, Roma-Bari, Laterza, 1995.
- Pizzorno Alessandro, *Il potere dei giudici. Stato democratico e controllo della virtù*, Roma-Bari, Laterza, 1998.
- Pollini Gabriele, Scidà Giuseppe, *Sociologia delle migrazioni*, Milano, Franco Angeli, 1998.
- Recchi Ettore, *Giovani politici*, Padova, CEDAM, 1997.
- Santagata Walter (dir.), *Economia dell'arte. Istituzioni e mercati dell'arte et della cultura*, Torino, UTET, 1998.
- Santagata Walter, *Simbolo e merce. I mercati dei giovani artisti e le istituzioni dell'arte contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 1998.
- Verzichelli Luca, *La politica di bilancio*, Bologna, Il Mulino, 1999.
- Zanatta Anna Laura, *Le nuove famiglie*, Bologna, Il Mulino, 1997.

Emmanuel Négrier, CEPEL